



Bidonville de Tondo à Manille, Philippines (2014). Crédit : Dewald Brand / Miran pour Oxfam

L'ASIE A LA CROISEE DES CHEMINS

Pourquoi la région doit lutter aujourd'hui contre les inégalités ?

Les inégalités croissantes constituent une terrible menace au maintien de la prospérité en Asie, où quelque 500 millions de personnes sont engluées dans la pauvreté extrême, dont une majorité de femmes et de filles. L'immense fossé entre les riches et les pauvres entrave la croissance économique, sape les institutions démocratiques et alimente les conflits. Des efforts résolus pour lutter contre la discrimination, alliés à de meilleures politiques en matière de fiscalité et de dépenses sociales, sont aujourd'hui requis pour garantir un avenir stable et prospère dans la région.

1 RÉSUMÉ

La croissance économique fulgurante que connaît l'Asie depuis une vingtaine d'années est un exemple remarquable de réussite dans la lutte contre la pauvreté¹. Mais cette croissance a aussi grandement creusé le fossé entre les riches et les pauvres. De Bombay à Bangkok, des buildings chatoyants et des immeubles de bureaux côtoient des bidonvilles où des personnes vivent sans services de base et sans protection face aux aléas climatiques.

Près de 500 millions d'Asiatiques vivent encore dans des conditions de pauvreté extrême. La forte croissance économique dans la région n'a eu aucun effet sur leurs perspectives d'avenir². En revanche, l'économie risque d'être impactée par le grand fossé qui sépare les riches des pauvres. D'après certains économistes du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque asiatique de développement et d'autres institutions, les inégalités extrêmes telles que celles qui caractérisent l'Asie de nos jours constituent un obstacle structurel à la croissance future³.

Les inégalités ont de profondes répercussions sur tout le monde. Elles étouffent la mobilité sociale et rongent la cohésion même de la société. Elles encouragent la criminalité, exacerbent la corruption et peuvent déboucher sur des conflits violents. Elles déterminent enfin le degré de vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux autres effets du changement climatique.

Les inégalités ne sont pas le produit naturel du développement. Des choix politiques délibérés ont nourri les extrêmes de richesse et de pauvreté qui caractérisent le continent asiatique aujourd'hui.

Les discriminations profondément ancrées à l'encontre des femmes, des minorités ethniques et des castes inférieures (entre autres) demeurent et sont perpétuées par les inégalités économiques. Ces groupes exclus du pouvoir politique et dont les opportunités économiques sont limitées restent bloqués au bas de l'échelle⁵.

Des réformes politiques sont nécessaires pour préparer un avenir stable dans les pays d'Asie. La lutte contre les inégalités en Asie doit reposer sur cinq piliers :

- **Autonomisation des populations** : s'assurer que les populations pauvres, notamment les femmes et les groupes marginalisés, participent activement à l'élaboration des institutions, des politiques et des actions, de sorte qu'elles ne creusent pas davantage le fossé entre les riches et les pauvres.
- **Accès équitable aux services essentiels** : proposer à chacun une éducation et des services de santé publique gratuits et de grande qualité.
- **Accès équitable aux terres et aux autres ressources productives** : renforcer les droits fonciers pour les populations pauvres et étendre leur accès aux ressources et aux actifs essentiels à leurs moyens de subsistance et à leur survie.

« La persistance des inégalités pourrait déclencher des tensions sociales et politiques et conduire à des conflits, comme c'est le cas actuellement dans certaines parties d'Asie. »

Banque asiatique de développement⁴

- **Salaires justes** : garantir le principe « À travail égal, salaire égal », et verser aux travailleurs un salaire décent et suffisant pour subvenir aux besoins des familles.
- **Fiscalité équitable** : s'assurer que chacun paie sa juste part et que les mesures fiscales ne représentent pas un fardeau injuste sur la frange la plus pauvre de la société.

Ces cinq piliers exigeront de prêter une plus grande attention aux besoins des groupes défavorisés, ainsi que des efforts résolus pour faire reculer les discriminations fondées sur la pauvreté, le genre, la caste ou l'origine ethnique. Les politiques publiques doivent notamment promouvoir explicitement l'égalité des femmes et défendre leurs droits.

L'Asie se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Pour garantir un développement inclusif, équitable et durable, les décideurs nationaux doivent relever le défi de la lutte contre les inégalités.

2 PORTRAIT DES INEGALITES EN ASIE

En 2015, l'Asie offre un tableau saisissant de contrastes.

La Chine et l'Inde comptent plus de 1,3 million de millionnaires. Dans le même temps, on estime à plus de 300 millions le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans ces deux pays⁶. Li Ka-Shing, l'homme le plus riche de la région (originaire de Hong Kong), a amassé une fortune de 31 milliards de dollars, tandis que dans le reste de l'Asie, 500 millions de personnes survivent difficilement avec 1,25 dollar par jour⁷. Pour gagner autant que Li Ka-Shing, ces personnes pauvres devraient épargner pendant près de 68 millions d'années et ce, en supposant qu'elles épargnent l'intégralité de leur salaire quotidien⁸.

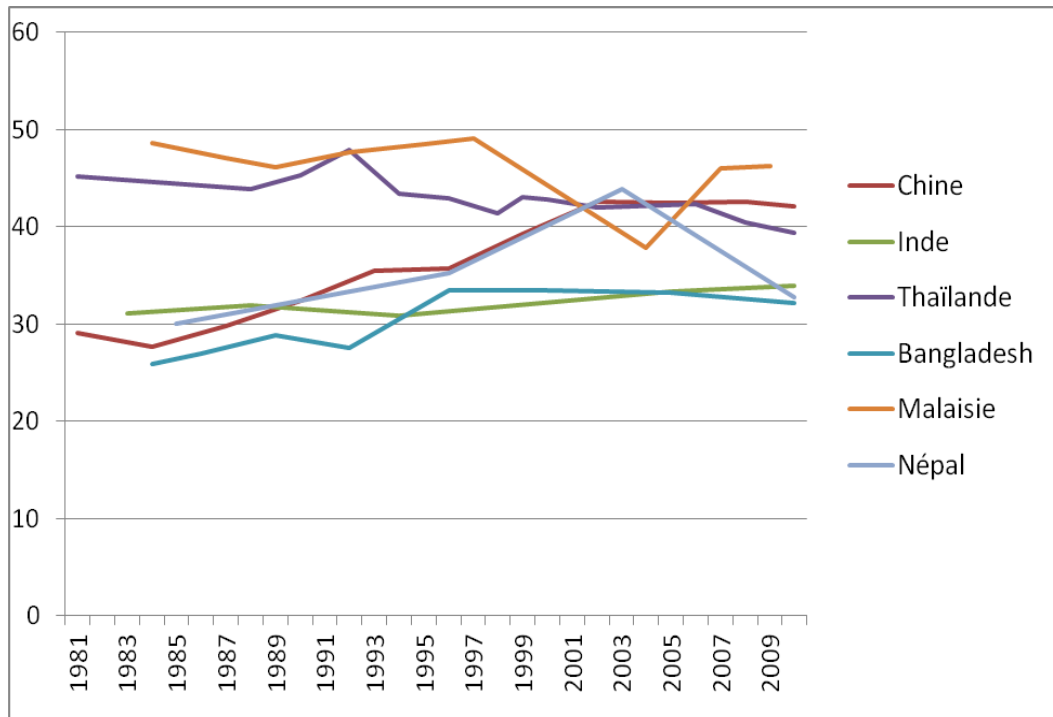
La quasi-totalité des pays asiatiques se sont enrichis depuis 1990, surtout la Chine, le Vietnam, la Corée, l'Inde, le Sri Lanka, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, le Cambodge et le Bangladesh⁹. Malgré cette croissance, la pauvreté demeure ; dans la région, le fossé entre les riches et les pauvres s'est encore creusé, et plus de 563 millions d'Asiatiques souffrent tous les jours de la faim¹⁰.

Les inégalités économiques ont augmenté pour quatre Asiatiques sur cinq¹¹. Entre le début des années 1990 et la fin des années 2000, le coefficient de Gini (mesure standard des inégalités économiques) dans la région a augmenté de 18 %¹², une hausse pour le moins stupéfiante. À titre de comparaison, dans les pays de l'OCDE, le coefficient de Gini a augmenté de 10 % entre le milieu des années 1980 et la fin des années 2000¹³.

Les enfants issus de familles riches sont convenablement éduqués, alors que nos enfants sont tout simplement délaissés. On interdit à nos filles d'aller à l'école et les enseignants ne prêtent aucune attention à nos garçons.

Femme issue d'une basse caste, Sindh, Pakistan

Figure 1 : Tendances des inégalités nationales en Asie



Le graphique illustre les tendances de l'indice de Gini pour certains pays asiatiques pour lesquels des données pertinentes sont disponibles. Alors que certains pays, comme la Malaisie, ont réalisé des progrès importants dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté dans les années 1990, la tendance s'est inversée dans de nombreux pays ces dernières années, avec une hausse des inégalités¹⁴.

Inégalité dans le secteur de la santé

Parmi les ménages les plus pauvres au Népal, le nombre d'enfants qui décèdent avant l'âge de cinq ans est deux fois plus élevé que dans les foyers les plus riches, et l'écart continue de se creuser¹⁵. En Inde, dans les sphères les plus aisées, 8 mères sur 10 ont accès à un établissement de santé pour accoucher, contre seulement 1 sur 10 dans les communautés les plus pauvres¹⁶.

Qui sont les laissés-pour-compte de la prospérité en Asie ? Le plus souvent, ce sont les femmes, les populations vivant en milieu rural, les membres des minorités ethniques ou des basses castes, les personnes âgées ou en situation de handicap. En d'autres termes, les personnes privées de pouvoir politique et économique.

Inégalités entre les hommes et les femmes

Les discriminations à l'encontre des femmes et des filles sont très marquées dans toute l'Asie et sont à la fois la cause et la conséquence des inégalités économiques. D'après les Nations unies, l'Asie du Sud est la deuxième région la plus inéquitable au monde pour les femmes, après l'Afrique subsaharienne¹⁷. Dans des pays comme l'Inde et le Pakistan, moins d'une femme sur trois occupe un emploi rémunéré, et parmi elles,

plus de quatre sur cinq occupent un emploi précaire dans le secteur informel¹⁸. Au Bangladesh, on estime que le salaire des femmes est 21 % inférieur à celui des hommes¹⁹.

Malgré leur prédominance dans le secteur agricole en Asie, les femmes dirigent seulement 7 % des exploitations agricoles, comparé à une moyenne de 20 % dans le reste du monde.²¹ Dans près de la moitié de tous les pays asiatiques, des obstacles juridiques et coutumiers empêchent les femmes de posséder des terres ou toute autre forme de propriété²². Avec de telles contraintes sur les opportunités économiques des femmes, il n'est pas surprenant que les femmes et les filles représentent deux tiers de la totalité des personnes vivant dans la pauvreté en Asie²³. Pour ne rien arranger, la sous-représentation des femmes dans la sphère politique ne leur permet pas de lutter contre de telles inégalités²⁴. En Asie, le nombre de femmes élues dans les parlements nationaux est plus restreint que dans le reste du monde, à l'exception des États arabes²⁵.

Malgré une législation qui garantit le principe « À travail égal, salaire égal », les femmes gagnent toujours moins que les hommes, avec un écart de revenus compris entre 54 et 90 %.

Programme des Nations unies pour le développement²⁰

Innovations pour lutter contre l'inégalité entre hommes et femmes

Certains États asiatiques prennent des mesures innovantes pour lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes²⁶. Depuis 1995, les Philippines imposent à chaque institution gouvernementale d'affecter au moins 5 % de son budget à la promotion de l'égalité entre les genres et à l'autonomisation des femmes²⁷.

Le Népal suit les dépenses de ses différents ministères, pointant les enveloppes budgétaires en fonction de leur impact positif sur l'emploi, les opportunités génératrices de revenus ou les compétences professionnelles des femmes²⁸.

Une plus grande sensibilisation à l'égalité entre les sexes et une participation renforcée des femmes dans le processus décisionnel permettent également d'accroître la redevabilité globale de l'État²⁹.

Inégalités fondées sur l'origine ethnique et la caste

Plus de 260 millions de personnes sont victimes de discrimination fondée sur la caste à travers le monde, dont une majorité en Asie du Sud³⁰. Les Dalits (membres des castes « intouchables ») représentent 12 % de la population au Népal et 17 % en Inde³¹. Les Dalits font l'objet d'une marginalisation sévère, d'une ségrégation en matière de logement, d'un accès restreint aux services de base et à l'emploi, et sont souvent contraints de travailler dans des conditions proches de l'esclavage³².

Les minorités ethniques et les groupes indigènes sont également confrontés à une discrimination systématique. Ils constituent une part importante de la population en Asie : 8 % en Inde, 10 % au Vietnam et 37 % au Népal, par exemple³³.

La pauvreté reste endémique parmi les groupes minoritaires et les basses castes. Dans l'Inde rurale, les taux de pauvreté sont 14 % plus

élevés parmi les populations indigènes et 9 % supérieurs parmi les Dalits par rapport aux groupes non minoritaires³⁴. La pauvreté reculant moins rapidement parmi les basses castes, le fossé entre les Dalits et les autres groupes se creuse³⁵. Au Népal, les Dalits sont quatre fois plus susceptibles d'être pauvres que les Brahmanes des montagnes (la caste supérieure)³⁶.

La marginalisation fondée sur l'origine ethnique ou la caste est exacerbée par le fait que ces groupes vivent souvent dans des zones reculées. En Chine, les minorités ethniques sont fortement concentrées dans les régions pauvres dans l'ouest du pays³⁷. De même, 80 % des Dalits, en Inde, vivent dans des zones rurales³⁸. Les enfants issus de minorités ethniques et des basses castes ont moins d'opportunités pour accéder à l'éducation et aux soins de santé³⁹.

À l'instar des femmes, les groupes ethniques et des basses castes sont souvent tenus à distance du pouvoir politique. Même si de récents quotas parlementaires remédient à cette tendance, au Népal, les Dalits n'étaient quasiment pas représentés au parlement national jusqu'au milieu des années 2000⁴⁰.

3 LES INEGALITES : UN FLEAU POUR LA REGION

Pour la troisième année consécutive, l'étude Global Risks du Forum économique mondial cite les « profondes disparités de revenus » parmi les risques majeurs pour le monde pour la décennie à venir⁴¹. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les sociétés avec de plus hauts niveaux d'inégalités économiques présentent aussi un taux de croissance inférieur dans le temps, des taux de criminalité supérieurs et une espérance de vie plus courte⁴². Les inégalités ont des conséquences négatives pour tout le monde.

Les inégalités sapent la croissance économique

Un corpus de preuves de plus en plus étoffé confirme que les inégalités de revenus ralentissent la croissance globale⁴³. Un haut niveau d'inégalités empêche les investissements productifs, restreint les capacités de production et de consommation du pays et sape les institutions de la société, réduisant ainsi les chances que cette croissance soit solide et durable⁴⁴. Selon une analyse de l'OCDE, le Japon a par exemple vu son taux de croissance perdre 5,6 points sur les vingt dernières années à cause d'inégalités croissantes⁴⁵.

Les inégalités sociales menacent également le progrès économique. Le fait que des groupes marginalisés ne puissent pas s'impliquer dans l'économie ou accéder à des opportunités éducatives affaiblit la base de main-d'œuvre et de compétences dans la région, ce qui freine à son tour la croissance. Selon une estimation conservatrice, le PIB de l'Inde, de

l'Indonésie ou de la Malaisie pourrait être 2 à 4 % plus élevé si le taux d'emploi des femmes était comparable à celui des pays développés⁴⁶.

Les inégalités sapent les institutions

Les inégalités extrêmes renforcent la concentration du pouvoir entre les mains d'une élite, sapant les institutions sociales et politiques essentielles à une société prospère.

Lorsque ceux se trouvant en haut de l'échelle achètent leurs services de santé et d'éducation de manière individuelle et privée, par exemple, ils sont moins concernés par la prestation publique de tels services à la population dans son ensemble. Au Pakistan, le nombre d'écoles privées a augmenté de 69 % entre 2000 et 2008 en réponse à une demande accrue⁴⁷. Lorsque les plus riches n'utilisent pas les services publics, ils se sentent moins incités à payer leurs impôts, ce qui menace la pérennité financière de ces services⁴⁸.

La concentration du pouvoir économique s'accompagne souvent d'une concentration du pouvoir politique, mettant en péril la démocratie et donnant aux élites la capacité de bloquer des réformes susceptibles de combler le fossé entre les riches et les pauvres⁴⁹.

Les inégalités sont un obstacle à la lutte contre la pauvreté

Dans les sociétés les plus inégalitaires, il est démontré que la croissance économique ne permet de sortir qu'un petit nombre de personnes de la pauvreté. L'espoir que la richesse se répercute jusqu'aux couches inférieures de la société ne s'est pas réalisé en Asie. Selon les estimations de la Banque asiatique de développement, 240 millions de personnes en Asie (soit 6,5 % de la population totale) auraient pu s'extirper de l'extrême pauvreté si la croissance avait été répartie plus équitablement au cours des deux dernières décennies⁵⁰. Ce scénario se répète au niveau national. En Indonésie, le taux de pauvreté aurait diminué jusqu'à 6,1 % en 2008 si les inégalités n'avaient pas augmenté. Au lieu de cela, ce taux s'élève maintenant à 16,3 %⁵¹.

Indonésie et Inde : les inégalités entravent la lutte contre la pauvreté

Selon Oxfam, l'Indonésie pourrait réduire le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à 1,7 million en réduisant les inégalités. Mais si les inégalités restent aux niveaux actuels, près de 15 millions d'Indonésiens vivront encore dans l'extrême pauvreté d'ici cinq ans.

L'Inde pourrait pratiquement éradiquer l'extrême pauvreté en réduisant d'autant les inégalités ; 173 millions de personnes passeraient ainsi au-dessus du seuil de pauvreté d'ici 2019⁵².

Les inégalités déterminent le degré de vulnérabilité aux catastrophes naturelles et au changement climatique.

Les hauts niveaux d'inégalités en Asie exposent la majorité de la population à un risque élevé de mort, de blessure ou de perte de leurs moyens de subsistance et de leur foyer en cas de catastrophe naturelle. Les personnes pauvres vivent souvent dans des logements insalubres ou dans des zones dangereuses, telles que des plaines inondables, les abords des rivières ou les pentes abruptes, et sont moins à même de fuir les zones sinistrées⁵³. Elles sont en outre moins susceptibles d'avoir une épargne, une assurance ou d'autres garanties les aidant à se relever après un choc⁵⁴.

La vulnérabilité de l'Asie aux catastrophes naturelles

Entre 1980 et 2009, près de la moitié des catastrophes naturelles observées dans le monde ont frappé l'Asie⁵⁵. Plus récemment, 85 % des personnes tuées par des catastrophes naturelles en 2013 vivaient en Asie⁵⁶. D'autres impacts du changement climatique, tels que l'augmentation des températures et la hausse du niveau de la mer, sont déjà ressentis dans la région.

Les groupes marginalisés ont en outre plus de mal à se relever des catastrophes naturelles, étant donné que l'accès à l'aide tend à refléter les inégalités existantes au sein de la société⁵⁷. Pour ne rien arranger, les catastrophes naturelles enfoncent souvent les pauvres dans toujours plus de pauvreté, exacerbant les inégalités et rendant sans cesse plus de monde vulnérable aux prochaines catastrophes⁵⁸.

4 D'OU PROVIENNENT LES INÉGALITÉS EN ASIE ?

La pauvreté se perpétue lorsqu'une partie de la population n'a pas accès à certaines opportunités, comme les services d'éducation et de santé, ou ressources productives, comme les compétences professionnelles, les terres et les capitaux. Les inégalités s'amplifient lorsque des personnes sont systématiquement privées de cet accès par des régimes fiscaux régressifs et des dépenses sociales insuffisantes. La confiscation politique par une élite résultant de cette situation peut constituer un obstacle de plus à la lutte contre les inégalités.

Un accès inégal aux opportunités

Selon la Banque asiatique de développement, pas moins de 25 à 35 % des inégalités dans la région sont imputables à des différences de dotation en capital humain et en compétences⁶⁰. Le fait de jouir de compétences professionnelles adaptées au marché du travail permet à

L'accès inégal aux services publics, notamment l'éducation et la santé, constitue une entorse sévère à l'égalité des chances.

J. Zhuang, Banque asiatique de développement⁵⁹

certains de mener une vie meilleure, tandis que d'autres se retrouvent piégés dans la pauvreté par manque de compétences appropriées. Le même constat s'applique aux services de santé. Leur mauvaise santé empêche certaines personnes d'avoir un emploi et les frais de santé soudains peuvent précipiter des familles entières dans la pauvreté⁶¹.

Des innovations pour renforcer le capital humain

Reconnaissant le lien entre l'insuffisance des services publics et l'augmentation des inégalités, plusieurs pays asiatiques dont la Chine et la Thaïlande sont en train de renforcer rapidement les investissements publics dans la santé et l'éducation. La première année, le système de couverture universelle thaïlandais a divisé par deux les dépenses en soins de santé des plus pauvres, tout en réduisant les taux de mortalité infantile et maternelle⁶².

Un accès inégal aux ressources productives

La distribution biaisée des terres et du capital est une source d'inégalités. En Thaïlande, 10 % des propriétaires fonciers détiennent plus de 60 % des terres visées par des titres dans le pays, tandis que des millions de petits exploitants doivent se contenter de parcelles de 0,16 hectare ou moins⁶⁴. Comme indiqué plus haut, les femmes en Asie sont confrontées à d'énormes obstacles juridiques et coutumiers pour accéder à la propriété, ce qui les disqualifie souvent d'office pour tout prêt susceptible d'être exploité à des fins productives⁶⁵.

En Inde, les femmes qui travaillent touchent environ 40 % de moins (que leurs collègues masculins) dans les zones rurales et 25 % de moins en ville.

De grandes inégalités de revenus

Privés d'accès aux terres et aux capitaux, les personnes pauvres doivent leur subsistance à leur travail. Le modèle de croissance asiatique s'est appuyé sur une main-d'œuvre non qualifiée/semi-qualifiée peu coûteuse pendant la transition d'une économie agricole vers une économie de l'industrie manufacturière. Dans un premier temps, cela s'est traduit en une hausse des salaires et un recul de la pauvreté⁶⁶. Toutefois, la croissance dans le secteur des services à plus forte valeur ajoutée, employant une main-d'œuvre plus qualifiée, a exacerbé les inégalités salariales et entraîné une hausse du coût de la vie. Par conséquent, de nombreux travailleurs non qualifiés/semi-qualifiés n'ont pas eu accès à des emplois mieux payés ou à des salaires décents⁶⁷.

Organisation internationale du travail⁶³

Les salaires de misère perçus par les travailleurs non qualifiés/semi-qualifiés dans de nombreux secteurs creusent encore le fossé entre les riches et les pauvres. Par exemple à Assam, en Inde, les salaires dans l'industrie du thé, même s'ils sont légaux, maintiennent les travailleurs en dessous du seuil de pauvreté⁶⁸. Comme souligné plus haut, les femmes gagnent souvent beaucoup moins que leurs collègues masculins, à travail égal.

Une fiscalité biaisée

Les systèmes fiscaux mal conçus, qui voient les citoyens et les entreprises les plus prospères bénéficier de taux d'imposition faibles, d'exemptions et autres échappatoires, et dissimuler leurs profits dans des paradis fiscaux, aggravent les inégalités de deux manières : ils privent les États de recettes qui pourraient être investies pour lutter contre la pauvreté, et ils font peser un fardeau démesuré sur les contribuables les plus pauvres, contraints de combler les lacunes. Chaque année, le Bangladesh accuse 310 millions de dollars de manque à gagner sur les impôts des entreprises à cause de pratiques délibérées de surfacturation/sous-facturation des transactions entre filiales de grandes entreprises, ce qui correspond à 20 % du budget du pays pour l'éducation primaire⁶⁹.

La libéralisation du commerce en Asie depuis 1990 a fortement réduit les recettes des taxes commerciales, compensées par une hausse de la fiscalité des ménages. De nombreux pays asiatiques s'appuient davantage sur des taxes sur les services (comme la TVA), souvent plus injustes et sources d'inégalités de revenus accrues car elles pèsent proportionnellement plus lourdement sur les personnes ayant des revenus faibles. L'impôt sur le revenu des particuliers pourrait à l'inverse être structuré de sorte que les plus hauts revenus se voient appliquer un taux d'imposition supérieur^{70, 71}.

De plus, comme l'a démontré Thomas Piketty dans *Le Capital au XXI^e siècle*, sans intervention du gouvernement, l'économie de marché a tendance à concentrer la richesse dans les mains d'une petite minorité, ce qui entraîne un accroissement des inégalités⁷². L'histoire récente regorge d'enseignements éclairants. Dans les années 1980 et 1990, des crises de la dette ont entraîné plusieurs pays d'Asie dans un processus de dérégulation, de réductions de la dépense publique, de privatisation, de libéralisation financière et commerciale, de généreuses réductions d'impôts pour les entreprises et les riches particuliers, ainsi que dans un « nivellement par le bas » visant à affaiblir les droits des travailleurs. Toutes ces mesures ont creusé les inégalités⁷³.

Des dépenses sociales insuffisantes

Par rapport à d'autres régions du monde, l'Asie dépense une part bien moindre de ses recettes fiscales (en proportion du PIB) pour la protection sociale ou la santé, selon le FMI⁷⁴. Les transferts de protection sociale en Asie sont inférieurs à ceux en Afrique subsaharienne et représentent à peine un quart de ceux réalisés en Amérique latine. Le FMI souligne que ces transferts ne couvrent qu'un petit pourcentage des groupes à bas revenus en Asie, la majeure partie des avantages étant réservée aux groupes à plus hauts revenus⁷⁵.

La confiscation du pouvoir politique par les élites

L'influence injustifiée qu'exercent les élites fortunées sur les décisions gouvernementales peut nuire aux efforts de lutte contre les inégalités. Par exemple, une proposition de taxe sur la propriété en Thaïlande, qui aurait contraint les plus nantis à contribuer à l'amélioration des services publics pour les personnes en situation de pauvreté, n'a pas beaucoup avancé au Parlement, composé principalement des plus grands propriétaires fonciers de Thaïlande⁷⁶. Au Pakistan, où le taux d'imposition en part de PIB est le plus faible au monde, seuls quelques parlementaires paient des impôts, malgré une valeur moyenne de 900 000 dollars.

5 QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

L'Asie se trouve à la croisée des chemins. Les politiques ayant engendré d'importantes améliorations du niveau de vie dans certains pays depuis 1990 continuent d'exclure une part significative de la population, scindant la société entre les riches et les pauvres. Outre la souffrance humaine frappant des millions de personnes vivant dans la pauvreté, les inégalités économiques constituent désormais une menace pour la croissance et à la stabilité futures.

Parmi les nombreuses mesures concrètes que pourraient entreprendre les gouvernements des pays asiatiques, Oxfam recommande d'en privilégier cinq :

- **Autonomisation des personnes** : s'assurer que les populations pauvres, notamment les femmes, peuvent participer activement à l'élaboration des institutions, des politiques et des actions, de sorte qu'elles ne creusent pas davantage le fossé entre les riches et les pauvres.
- **Accès équitable aux services essentiels** : proposer à chacun une éducation et des services de santé publique gratuits et de grande qualité.
- **Accès équitable aux terres et aux autres ressources et actifs productifs** : renforcer les droits fonciers pour les populations pauvres et étendre leur accès aux ressources et aux actifs essentiels à leurs moyens de subsistance et à leur survie.
- **Salaires justes** : garantir le principe « À travail égal, salaire égal », et verser aux travailleurs et travailleuses un salaire décent et suffisant pour subvenir aux besoins des familles.
- **Fiscalité équitable** : s'assurer que chacun paie sa juste part et que les mesures fiscales ne représentent pas un fardeau injuste sur la frange la plus pauvre de la société.

Ces piliers sont interconnectés : la participation populaire dans le processus décisionnel devrait engendrer des politiques favorables à une fiscalité équitable, à des salaires justes et à un accès équitable aux terres et autres actifs productifs ; la fiscalité équitable devrait accélérer la généralisation de l'accès aux services ; les salaires justes et l'accès équitable aux actifs pour soutenir les moyens de subsistance devraient accroître les recettes fiscales ; enfin, l'accès équitable aux services devrait contribuer à la multiplication des emplois avec des salaires justes.

Pour être efficaces, ces mesures devront s'accompagner d'une plus grande attention concernant les besoins des groupes défavorisés, ainsi que d'efforts résolus pour faire reculer les discriminations fondées sur la pauvreté, le genre, la caste ou l'origine ethnique. Les politiques publiques doivent notamment promouvoir explicitement l'égalité des femmes et défendre leurs droits.

En s'agrippant malgré tout aux vérités d'hier dans un vain espoir que la croissance économique bénéficiera à tous, les responsables des politiques en Asie menacent le bien-être de tous. En revanche, si des dirigeants courageux sont résolument décidés à lutter contre les inégalités, ils peuvent garantir des avancées pérennes vers un développement inclusif et durable pour toute la population asiatique.

NOTES

- 1 Entre 1990 et 2008, 700 millions de personnes sont sorties de la pauvreté en Asie. R. Kanbur, C. Rhee et J. Zhuang (2014), « Introduction », dans Banque asiatique de développement (2014), « Inequality in Asia and the Pacific. Trends, drivers and policy implications », p. 1, <http://www.adb.org/sites/default/files/publication/41630/inequality-asia-and-pacific.pdf>
- 2 Estimations de la Banque asiatique de développement pour 2015. Banque asiatique de développement (2014), « Key Indicators for Asia and the Pacific 2014, 45th Edition. Special Chapter, Poverty in Asia: A Deeper Look », Tableau 5.5, p. 34, http://www.adb.org/sites/default/files/publication/43030/ki2014_0.pdf
- 3 Voir par exemple A. Berg et J. Ostry (2011), « Inequality and Unstable Growth: Two Sides of the Same Coin? », Note de discussion du personnel du FMI, FMI, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf> ; R. Barro (2008), « Inequality and Growth Revisited », document de travail sur l'intégration économique régionale N° 11, Banque asiatique de développement, <http://www.adb.org/sites/default/files/publication/28468/wp11-inequality-growth-revisited.pdf> ; F. Cingano (2014), « Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth », OCDE Social, Employment and Migration Working Papers, N° 163, publication de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5jxjrcwvxv6j-en>
- 4 Banque asiatique de développement (2014), *op. cit.*
- 5 N. Kabeer (2010), « Can the MDGs provide a pathway to social justice? The challenge of intersecting inequalities », Brighton : Institute of Development Studies, <http://www.ids.ac.uk/idspublication/can-the-mdgs-provide-a-pathway-to-social-justice-the-challenges-of-intersecting-inequalities>
- 6 En 2014, la Chine comptait 1 181 000 millionnaires et l'Inde 182 000. Institut de recherche du Crédit Suisse (2014), « Global Wealth Databook 2014 », p. 141 <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/?fileID=5521F296-D460-2B88-081889DB12817E02>.
En 2015, on estime le nombre de personnes en situation de pauvreté à 86 millions en Asie de l'Est et à 310 millions en Asie du Sud. <http://www.worldbank.org/en/publication/global-monitoring-report/poverty-forecasts>. En 2010, 75 % des personnes en situation de pauvreté en Asie de l'Est résidaient en Chine. L'Inde abritait pour sa part 86 % des personnes pauvres de l'Asie du Sud. En se basant sur ces chiffres, il devrait y avoir en 2015 65 millions de personnes en situation de pauvreté en Chine et 259 millions en Inde (contre un total de plus de 300 millions en 2014, d'après une estimation prudente). Banque mondiale (2013), « The State of the Poor: Where are the Poor and where are they Poorest? », p. 2, http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/State_of_the_poor_paper_April17.pdf
- 7 Forbes (2014), « The World's Billionaires », liste de mars 2014, <http://www.forbes.com/billionaires/list/> ; et Banque asiatique de développement (2014), *op. cit.*
- 8 Calculs basés sur le cours du dollar en 2014. Il faudrait 24,8 milliards de jours pour économiser 31 milliards de dollars au rythme de 1,25 dollar par jour, soit 67 945 205 années.
- 9 Calcul Oxfam basé sur des données de la Banque mondiale : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur> et <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur>
- 10 La majorité des personnes souffrant de malnutrition en Asie résident en Asie du Sud. FAO, PAM et FIDA (2012), « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 », Rome : FAO, <http://www.fao.org/docrep/017/i3027f/i3027f.pdf>
- 11 D'après ce coefficient de Gini, sur les 30 pays où des données comparables étaient disponibles, 12 (soit 82 % de la population des pays en voie de développement d'Asie en 2010) ont connu des inégalités croissantes dans les niveaux de revenus ou de dépenses par habitant. R. Kanbur, C. Rhee et J. Zhuang (2014) *op. cit.*, p. 1
- 12 Le coefficient de Gini des pays en voie de développement d'Asie dans leur ensemble est passé de 39 à 46 entre le début des années 1990 et la fin des années 2000. Banque asiatique de développement (2012), « Confronting Rising Inequality in Asia », ADB Outlook 2012, ADB, p. xviii, <http://adb.org/sites/default/files/pub/2012/ado2012.pdf>
- 13 Dans les pays de l'OCDE, le coefficient de Gini est passé de 29 à 32 entre le milieu des années 1980 et 2011/2012. OCDE (2014), « Does Economic Inequality Hurt Growth? », <http://www.oecd.org/els/soc/Focus-Inequality-and-Growth-2014.pdf>
- 14 The World Bank Cross Country Data, <http://datacatalog.worldbank.org/>
- 15 En 2011, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans au Népal était de 75 décès pour 1 000 naissances vivantes pour le quintile le plus pauvre, contre 36 décès pour 1 000 naissances vivantes pour le quintile le plus aisé. Ministère népalais de la Santé et de la Population (2012), « Nepal Demographic and Health Survey 2011 », p. 115, [http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR257/FR257\[13April2012\].pdf](http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR257/FR257[13April2012].pdf).
La différence de taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans entre le quintile le plus pauvre et le quintile le plus riche est passée d'un facteur 2,8 en 1997 à 3,4 en 2002. N. Kabeer (2010), *op. cit.*, p. 23
- 16 83,7 % des mères du quintile le plus fortuné en Inde accouchent dans un établissement de santé, comparé à 12,7 % dans le quintile le plus défavorisé. International Institute for Population Sciences and Macro International (2007), « National Family Health Survey (NFHS-3), 2005–06: India: Volume I », p. 208, <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FRIND3/FRIND3-Vol1AndVol2.pdf>
- 17 Programme des Nations unies pour le développement, PNUD (2010), « New report: Asia-Pacific has one of the world's worst gender gaps », communiqué de presse, PNUD, <http://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/pressreleases/2010/03/08/asia-pacific-has-one-of-the-worlds-worst-gender-gaps/>, rapport complet, <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Asia%20and%20Pacific%20HDR/APHumanDevelopmentReport2010-en.pdf>

- 18 *Ibid.*
- 19 Organisation internationale du travail (OIT) (2008), « The gender wage gap in Bangladesh », document de travail de l'OIT pour l'Asie-Pacifique, p. 21, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@asia/@ro-bangkok/documents/publication/wcms_098063.pdf
- 20 PNUD (2010), *op.cit.*, p. 7
- 21 *Ibid.*
- 22 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2010), « The World's Women 2010: Trends and Statistics », p. xi et Tableau 8.3 (p. 169), http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/Worldswomen/WW_full%20report_color.pdf
- 23 ONU Femmes (non daté), « Women, Poverty & Economics », <http://asiapacific.unwomen.org/en/focus-areas/women-poverty-economics>
- 24 PNUD (2010), « Power, Voice and Rights: A Turning Point for Gender Equality in Asia and the Pacific », p. 2, <http://hdr.undp.org/sites/default/files/rhdr-2010-asiapacific.pdf>
- 25 *Ibid.*, p. 62.
- 26 ONU Femmes (non daté), « Gender Responsive Budgeting », <http://www.unwomensouthasia.org/focus-areas/national-planning-budgeting/gender-responsive-budgeting/>
- 27 R. Sharp et al (2011), « Gender Responsive Budgeting in the Asia-Pacific Region: Republic of the Philippines », p. 5, <http://www.unisa.edu.au/Documents/EASS/HRI/gender-budgets/philippines.pdf>
- 28 Suite à ces efforts, les budgets alloués à l'égalité entre hommes et femmes au Népal ont augmenté de 6 % entre 2007-2008 et 2009-2011. R. Sharp et al (2009), « Gender Responsive Budgeting in the Asia-Pacific Region: Republic of Nepal », p. 4, <http://www.unisa.edu.au/Documents/EASS/HRI/gender-budgets/nepal.pdf>
- 29 UNESCO Bangkok (2010), « Gender Responsive Budgeting in Education », Bureau d'éducation de l'UNESCO pour la région Asie-Pacifique, <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001894/189456e.pdf>
- 30 International Dalit Solidarity Network (n/d), « Caste Discrimination », <http://idsn.org/caste-discrimination/> ; et Centre d'actualités des Nations unies (2013), « UN rights experts call for stronger protection of victims of caste-based discrimination », <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=44985#.VLAviNKsV1B>
- 31 N. Kabeer (2010), *op.cit.*, p. 15
- 32 Centre d'actualités des Nations unies (2013), *op.cit.*
- 33 N. Kabeer (2010), *op.cit.*, p. 15
- 34 Commission de planification de l'État indien (2012), « Press Note on Poverty Estimates, 2009-2010 », p. 3, http://planningcommission.nic.in/news/press_pov1903.pdf
- 35 S. Thorat et A. Dubey (2012), « Has Growth been Socially Inclusive during 1993-94 – 2009-10? », *Economic and Political Weekly*, XLVII (10), p. 45
- 36 PNUD et État népalais (2014), « Nepal Human Development Report 2014: Beyond Geography, Unlocking Potential », p. 18, http://www.np.undp.org/content/dam/nepal/docs/reports/hdr/UNDP_NP_Nepal_Human_Development_Report_2014.pdf
- 37 N. Kabeer (2010), *op.cit.*, p. 24
- 38 *Ibid.*, p. 25
- 39 University of Oxford, Department of International Development (2008), « Young Lives: An international study of childhood poverty. Overall summary findings », p. 4, <http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/YoungLives/YoungLives-Round2-OverallFindings.pdf>
- 40 Voir N. Kabeer (2010), *op.cit.*, p. 38 ; et K. Khanal, F. Sollewijn Gelpke, U. Prasad Pyakurel (2012), « Dalit Representation in National Politics of Nepal », p. 105, http://www.idsn.org/fileadmin/user_folder/pdf/New_files/Nepal/2013/Dalit_Representation_in_National_Politics_of_Nepal_-_2012.pdf
- 41 Forum économique mondial (2014), « Global Risks 2013 », Suisse : Forum économique mondial, p. 9, http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalRisks_Report_2014.pdf
- 42 S. V. Subramanian et I. Kawachi (2006), « Whose health is affected by income inequality? A multilevel interaction analysis of contemporaneous and lagged effects of state income inequality on individual self-rated health in the United States », *Health and Place* 12(2), pp. 141–56. Voir également : R. Wilkinson et K. Pickett (2010), *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*, Londres : Penguin.
- 43 Voir par exemple R. Barro (2008), « Inequality and Growth Revisited », document de travail sur l'intégration économique régionale N° 11, ADB, <http://www.adb.org/sites/default/files/publication/28468/wp11-inequality-growth-revisited.pdf> et OCDE (2014), *op.cit.*
- 44 E. Stuart (2011), « Making Growth Inclusive: Some lessons from countries and the literature », Oxfam International, <http://oxf.am/RHG>
- 45 OCDE (2014), *op.cit.*
- 46 PNUD (2010), *op.cit.*

- 47 Institute of Social and Policy Sciences Pakistan (2010), « Private Sector Education in Pakistan: Mapping and Musing », p. 1, <http://workspace.unpan.org/sites/internet/Documents/UNPAN92664.pdf>
- 48 E. Anderson (2009), « What Should Egalitarians Want? », *Cato Unbound*, <http://www.cato-unbound.org/2009/10/19/elizabeth-anderson/what-should-egalitarians-want>
- 49 R. Fuentes-Nieva et N. Galasso (2014), « En finir avec les inégalités extrêmes : confiscation politique et inégalités économiques », Oxfam International, <http://oxf.am/wqi>
- 50 R. Kanbur, C. Rhee et J. Zhuang (2014), *op.cit.*, p. 6.
- 51 *Ibid.*
- 52 Oxfam estime que si l'Inde réduisait de 10 points son indice Gini des inégalités, le pays pourrait pratiquement éradiquer totalement l'extrême pauvreté, sortant ainsi 173,2 millions de personnes de l'extrême pauvreté. Selon Oxfam, l'Indonésie pourrait réduire le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à 1,7 million en réduisant de 10 points son indice Gini des inégalités. E. Seery et A. Caistor Arendar (2014), « À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes », Oxfam International, p. 36, <http://oxf.am/CF8>
- 53 J. Dayton-Johnson (2006), « Catastrophes naturelles et vulnérabilité », Cahier de politique économique n° 29 du Centre de développement de l'OCDE, p. 8, <http://www.oecd.org/fr/dev/37903647.pdf> ; et ONU/SIPC (2010), « Protecting Development Gains: The Asia-Pacific Disaster Report 2010 », p. 34, http://www.unisdr.org/files/16132_asiapacificdisasterreport20101.pdf
- 54 *Ibid.*
- 55 ONU/SIPC, *op.cit.*, p. 2
- 56 Aux Philippines, le typhon Haiyan (l'une des tempêtes les plus violentes jamais enregistrées à toucher les terres) a affecté plus de 16 millions de personnes et a fait près de 8 000 morts. La même année, 13 millions de personnes ont été affectées par les inondations en Inde. Voir Asian Disaster Reduction Centre (2013), « Natural Disaster Data Book 2013: An Analytical Overview », p. 2, p. 10 et p. 12, http://www.adrc.asia/publications/databook/ORG/databook_2013/pdf/DataBook2013_e.pdf
- 57 ONU/SIPC, *op.cit.*, pp. 34–35
- 58 Selon une étude, 4 à 5 % de Vietnamiens supplémentaires pourraient sombrer dans la pauvreté en cas de catastrophe. Voir ONU/SIPC, *op.cit.*, p. 35
- 59 J. Zhuang (2014), « Lifting Asia out of poverty needs to be done equally », East Asia Forum, <http://www.eastasiaforum.org/2014/04/14/lifting-asia-out-of-poverty-needs-to-be-done-equally/>
- 60 J. Zhuang, R. Kanbur et C. Rhee (2014), « Rising Inequality in Asia and Policy Implications », Tokyo : Asian Development Bank Institute, p. 10, <http://www.adbi.org/files/2014.02.21.wp463.rising.inequality.asia.policy.implications.pdf>
- 61 Organisation mondiale de la santé, « Health financing policy: Out-of-pocket health payments and catastrophic expenditures », http://www.who.int/health_financing/catastrophic/en/
- 62 S. Limwattananon et al (2011), « The equity impact of Universal Coverage: health care finance, catastrophic health expenditure, utilization and government subsidies in Thailand », Consortium for Research on Equitable Health Systems, Ministère britannique de la Santé publique, <http://r4d.dfid.gov.uk/Output/188980>
- 63 OIT (2013), « Rapport mondial sur les salaires 2012/13 : Salaires et croissance équitable », Genève : Organisation internationale du travail ; J. Zhuang, R. Kanbur et C. Rhee (2014), *op.cit.*
- 64 D. Laovakul (2013), « The Concentration of Wealth in Thai Society », dans *Towards a More Equitable Thailand: A Study of Wealth, Power and Reform*
- 65 PNUD (2010), *op.cit.*, p. 204
- 66 Du milieu des années 1990 à 2009, la part des revenus du travail par rapport à la production manufacturière totale est passée de 48 % à 42 % en Chine et de 37 % à 22 % en Inde. J. Zhuang, R. Kanbur et C. Rhee (2014), *op.cit.*, p. 10
- 67 OIT (2013), *op.cit.*
- 68 Oxfam et Ethical Tea Partnership (2013), « Understanding Wage Issues in the Tea Industry, Report from a multi-stakeholder project », p. 22, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/understanding-wage-issues-in-the-tea-industry-287930>
- 69 EquityBD (2014), « Who Will Bell the Cat? Revenue Mobilization, Capital Flight and MNC's Tax Evasion in Bangladesh », Dhaka : Equity and Justice Working Group, <http://equitybd.org/online/records/mnutaxjustice>
- 70 Les Philippines ont le taux de TVA le plus élevé sur les biens et les services, et la Corée le plus fort taux d'imposition des particuliers. J. Lethbridge (2013), « Briefing on Tax Justice Issues », Public Service International Research Unit, http://www.worldpsi.org/sites/default/files/documents/research/briefing_on_tax_justice_issues_asia_pacific.pdf
- 71 Même en Malaisie, où l'imposition des particuliers est progressive, de nombreuses exonérations bénéficient en premier lieu aux contribuables les plus aisés. *Ibid.*
- 72 T. Piketty (2014), *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris : Éditions du Seuil
- 73 E. Seery et A. Caistor Arendar (2014), *op.cit.*
- 74 FMI (2014), « Fiscal Policy and Income Inequality », Tableau 8, p. 19, <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2014/012314.pdf>
- 75 *Ibid.*, pp. 19-20
- 76 D. Laovakul (2013), *op.cit.*

© Oxfam International, janvier 2015

Ce document a été rédigé par Maria Dolores Bernabe, Jessica Hamer et Mark Fried. Oxfam remercie Sita Sumrit, Lilian Mercado, Sophie Freeman, Deborah Hardoon et Jonathan Mazliah pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel :
policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-798-6 en janvier 2015.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org